

*Questions orales*

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Je suis très content, madame le Président, que le député nous ait demandé ce que nous comptons faire, car cela me fournit l'occasion de lui préciser quelles mesures nous avons prises. Nous avons mis en place le Programme national de formation auquel nous consacrerons, rien que cette année, environ 1.2 milliard pour former plus de 300,000 personnes, la plupart des jeunes de moins de 24 ans. Depuis six mois, nous avons ouvert ce programme à 15,000 stagiaires de plus dans chaque région du pays.

En outre, nous avons également instauré un nouveau programme d'emploi qui accordera des subventions directes aux employeurs, afin de permettre aux étudiants qui sortent de l'université d'acquérir une expérience et une formation professionnelle. Ce programme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre. Nous fournirons plus de précisions à ce sujet en temps voulu.

Suivant notre principe, nous unissons nos efforts avec ceux des principaux intervenants économiques, par exemple les employeurs du secteur privé, qui peuvent aider les jeunes et leur donner les espoirs que le député leur enlève en tenant de tels propos.

LE PROGRAMME D'EMPLOI D'ÉTÉ—ON DEMANDE DE DÉBLOQUER DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

**L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Madame le Président, prenons par exemple le Programme d'emploi d'été. Si vous prenez 1979 comme repère, compte tenu du taux d'inflation, en réalité, le ministre consacre à ce programme moins d'argent maintenant qu'il y a cinq ans. Les faits sont là. Le ministre est-il au moins prêt à débloquent des crédits supplémentaires pour créer plus d'emplois dans le cadre du Programme d'emploi des étudiants?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, je tiens à signaler qu'au cours de ces quatre ans, nous avons traversé une période très difficile quand le gouvernement conservateur a annulé tous les programmes d'emploi directs. Nous avons dû rattraper le temps perdu en créant de nouveaux programmes. Voilà ce qui s'est passé. Cette année, nous offrons des possibilités d'emploi pour plus de 75,000 étudiants du pays. Nous menons actuellement une campagne nationale en vue d'inciter les gouvernements provinciaux et municipaux et les employeurs du secteur privé à participer au programme. Nous essayons de faire le maximum, contrairement aux députés d'en face, qui n'ont rien fait du tout lorsqu'ils étaient au pouvoir.

**Mme le Président:** La parole est au député de Calgary-Ouest.

**M. Hawkes:** Madame le Président, le ministre oublie, bien sûr, de dire que les emplois dans le secteur privé avaient augmenté au rythme de 30,000 par mois lorsque nous formions le gouvernement.

[Français]

## L'ÉDUCATION

### LE CONTENU DES MANUELS SCOLAIRES

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Madame le Président, en l'absence du secrétaire d'État, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Le contenu d'une recherche publiée aujourd'hui a démontré que la plupart des manuels utilisés dans les écoles canadiennes ne sont pas écrits et publiés par des Canadiens et qu'ils ne constituent pas l'opinion des Canadiens. Est-ce que cette situation existe pour les étudiants francophones aussi? Dans la négative, pourquoi pas?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je comprends l'intérêt du député pour une telle question, et je suis sûr que de ce côté de la Chambre ceux qui ont des enfants se posent la même question. Mais le député n'est pas sans savoir que les questions relatives à l'éducation relèvent des provinces, et que surtout aux niveaux dont il parle, savoir aux niveaux primaire et secondaire, le gouvernement canadien est dans l'impossibilité non seulement de dicter quelles sortes de manuels seront employés, mais de pouvoir, d'une façon ou d'une autre, en influencer le contenu.

[Traduction]

### ON DEMANDE DES SUBVENTIONS POUR LES MANUELS SCOLAIRES ANGLAIS

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Madame le Président, le premier ministre se rappelle sans doute que le gouvernement dirigé par son prédécesseur avait mis sur pied un programme spécial qui a été poursuivi par son propre gouvernement et qui avait pour but de financer l'édition de manuels scolaires français à la fin des années 60. Compte tenu des données de cette étude, à dix-huit ans de distance, le premier ministre et son gouvernement songent-ils à faire de même pour les écoles et les manuels scolaires anglais? C'est une mesure qui est attendue depuis fort longtemps.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, les subventions que le gouvernement fédéral a accordées à l'éducation, du moins sous mon gouvernement, étaient destinées essentiellement à l'enseignement postsecondaire. Il est exact que nous avons financé plusieurs programmes de formation en langue seconde mis de l'avant par le secrétariat d'État. Que je sache, aucun n'était destiné aux écoles primaires. Je ne me souviens pas de ce programme des années 60. Je vais en parler à mon collègue le secrétaire d'État pour qu'il puisse répondre au député lorsqu'il reposera cette question.